

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 641
du 6 juillet 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur
des Français établis
hors de France*

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Sénat 2017 : Les Républicains ont investi des candidats. C'est la sortante Joëlle GARRIAUD-MAYLAM qui a été investie en tête de liste. Suit le conseiller consulaire de Washington, conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger - AFE (où il préside la commission des Lois) Olivier PITON. En n°3, Fabienne BLINEAU, ancienne suppléante du député Alain MARSAUD (battu en juin), conseillère consulaire élue au Liban, conseillère à l'AFE. La liste doit comporter 8 noms au total, alternativement des femmes et des hommes.

À gauche ? Les noms des sénateurs socialistes sortants Hélène CONWAY-MOURET (ancienne secrétaire d'État aux Français de l'étranger) et Jean-Yves LÉCONTE sont cités pour conduire la liste socialiste. Laure PALLEZ, conseillère consulaire de Chine, serait 3^e de liste.

Et sinon ? Jean-Pierre BANSARD, fondateur de l'Association solidaire des Français de l'étranger (ASFE), qui fût déjà candidat en 2011 et 2014, mènera à nouveau une liste. Une liste La République en Marche serait en cours de constitution. Louis DUVERNOIS, sénateur sortant, élu pour la 1^{ère} fois en 2001, initialement pressenti pour mener la liste LR, devrait présenter sa propre liste.

Qui vote ? Les sénateurs sont élus par les 533 élus. Pour les Français établis hors de France, ce sont donc les 442 conseillers consulaires, ainsi que les 68 délégués consulaires (élus en même temps tous les 6 ans), qui votent. Avec eux, les 23 parlementaires (12 sénateurs et 11 députés) représentant les Français établis hors de France. L'essentiel du collège électoral a donc été élu en 2014.

Modification des modalités de participation. Publication au Journal officiel du décret n° 2017-1133 du 4 juillet qui modifie deux points des modalités de vote des grands électeurs aux sénatoriales :
- les procurations sont transmises par l'autorité consulaire par courrier électronique ou, à défaut, par voie postale ;

- pour le vote anticipé (qui aura lieu le samedi 16 septembre), la remise des votes en mains propres à l'ambassadeur ou à un chef de poste consulaire a lieu de 9 heures à 11 heures (heures légales locales), et non plus de 10 à 12 heures.

Pour Georges-Francis SEINGRY, Vice-Président de l'AFE, « ces deux dispositions nouvelles répondent à des souhaits émis par l'Assemblée des Français de l'étranger ».

Réunion plénière de l'Assemblée des Français de l'étranger. Les 90 conseillers consulaires élus à l'AFE sont convoqués du 2 au 6 octobre 2017. À noter la préparation d'un rapport sur la résidence des conseillers consulaires et des conseillers à l'AFE. L'ordre du jour n'est pas encore connu.

Rapport sur les conditions d'exercice du mandat de conseillers consulaire. Les conseillers à l'AFE Jean-Marie LANGLET, Daphna POZNANSKI-BENHAMOU et Radya RAHAL, ont été chargés d'un rapport sur les textes qui encadrent l'exercice du mandat, notamment les causes d'inéligibilité.

ADMINISTRATION ET FISCALITÉ

Augmentation de la CSG : et les Français de l'étranger ? Le Premier ministre a confirmé prévoir une augmentation d'1,7 point de la CSG, effective au 1^{er} janvier 2018. La réforme sera examinée à l'automne au Parlement. Pour les non-résidents, cela pourrait signifier que le taux de CSG sur les revenus d'origine française du patrimoine passerait à près de 10%. À cela s'ajoute la CRDS...

MONDE

Emmanuel MACRON au Sahel. Le président français a rencontré les présidents des pays du G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Tchad) pour y acter la création d'une force anti-djihadiste. Le Président français a promis 200 millions d'euros sur 5 ans, auxquels s'ajoutent 50 millions promis par l'UE et 10 millions engagés par chaque pays du G5.

Sophie PÉTRONIN est en vie. Dans une vidéo diffusée le jour de la visite d'Emmanuel MACRON au Sahel, Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) a montré un demi douzaine d'otages, parmi lesquels la Française, médecin à la retraite de 72 ans et dernière otage française dans le monde, enlevée le jour de Noël 2016 lors d'une mission humanitaire au Nord Mali.

Le « cadeau ». Le 4 juillet, la Corée du Nord a de nouveau effectué un essai de tir de missile balistique en Mer du Japon. Ce missile a été présenté comme un missile intercontinental, ce qui a été confirmé par les autorités américaines. Selon elles, les missiles nord-coréens seraient désormais en capacité de frapper l'Alaska. KIM Jong Un a déclaré que le missile était un « *cadeau* » pour ces « *salauds d'Américains* ».

Réactions. Donald TRUMP a qualifié ce nouvel essai « *d'absurdité* » et a appelé la Chine à « *régler ce problème* » au plus vite, tandis que troupes américaines et sud-coréennes ont simulé en retour une attaque balistique sur Pyongyang. Les États-Unis ont déposé, avec le soutien de la France, un projet de résolution devant les Nations unies, demandant de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord. La Russie a prévenu qu'elle s'opposerait au texte.

Représailles. La Russie prolonge jusqu'à fin 2018 l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux en représailles aux sanctions décrétées contre Moscou par les Américains et les Européens sur fond de crise ukrainienne.

Hong Kong : anniversaire sous tension. Des militants ont tenté de perturber les cérémonies organisées à l'occasion des 20 ans de la rétrocession de la ville par les Britanniques, lors de la visite de XI Jinping. Le Président chinois a rappelé que toute action de sabotage ou visant à défier l'autorité de l'exécutif Hongkongais ou de Pékin marquerait le franchissement d'une « *ligne rouge* ».

Tensions en mer de Chine méridionale. Le passage d'un navire de guerre américain à proximité d'une île des Paracels constitue « *une sérieuse provocation politique et militaire* », a déclaré le ministère des Affaires étrangères chinois. Ce navire américain conteste de facto la souveraineté chinoise sur ce territoire occupé par Pékin, mais également revendiqué par le Vietnam et Taïwan.

Le Qatar repousse l'ultimatum. Le petit émirat pétrolier a refusé les 13 conditions de l'Arabie Saoudite, de Bahreïn, des Émirats Arabes Unis et de l'Égypte. Ils demandaient notamment la fermeture d'Al-Jazeera et la réduction des relations diplomatiques avec l'Iran.

Total signe en Iran, malgré Washington. Le groupe pétrolier, en partenariat avec le chinois CNPCI au sein d'un consortium international, signe un contrat de 4,8 milliards pour l'exploitation du champ gazier de Pars-Sud, alors même que Washington envisage de nouvelles sanctions contre la République Islamique.

Dictature au Burundi ? Un rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dénonce un « *régime dictatorial de plus en plus violent* ». En 2015, Pierre NKURUNZIZA a déclenché une crise politique en briguant un troisième mandat de président dans ce pays d'Afrique de l'Est, qu'il dirige depuis 2005. 1.200 personnes auraient été tuées, 450.000 auraient fui. Selon le rapport, la presse, l'opposition et l'opinion publique seraient bâillonnées par la torture et la censure pratiquées par des milices proches du pouvoir.

EUROPE

La phrase de la semaine : « *Sortant des camps de concentration, ayant vécu cette barbarie nouvelle, pire que toutes celles que l'on pouvait imaginer, j'ai tout de suite pensé que la seule solution pour éviter une 3^e guerre mondiale, c'était de se réconcilier* », Simone VEIL.

Désir d'Europe. Emmanuel MACRON a souhaité devant le Congrès que des « *conventions démocratiques* » soient lancées dans tous les pays européens d'ici la fin de l'année pour travailler à la réforme de l'Europe. La formule de ces conventions devrait être très souple, en fonction des différents pays, l'objectif étant de faire remonter des idées des Européens, comme le mouvement En Marche a pu le faire lors de sa propre campagne. Il a aussi jugé la construction européenne « *fragilisée par la prolifération bureaucratique* » et « *le scepticisme croissant qui en découle* ».

L'Estonie prend les commandes. Comme tous les six mois, la présidence du Conseil de l'UE, instance en charge du pilotage des réunions ministérielles, a changé. Le pays balte succède à Malte.

Devenir un e-résident estonien. L'Estonie propose, depuis 2014, un statut d'« e-resident » à ceux qui veulent y créer une entreprise sans y mettre le pied. Plus de 8.000 personnes de 125 pays ont saisi cette opportunité. Dont beaucoup d'Ukrainiens et de Britanniques (depuis le Brexit) : e-estonia.com

Perturbateurs endocriniens : l'UE a tranché. La Commission européenne a obtenu, grâce au soutien de Berlin, l'adoption de sa définition controversée de ces substances potentiellement nocives et présentes dans de nombreux produits alimentaires, d'hygiène ou de cosmétique. Cette définition peu contraignante et favorable à l'industrie était bloquée depuis plus d'un an par la France.

Date butoir pour le FN. Le Bureau du Parlement européen a donné jusqu'à fin juillet au groupe ENL (les députés eurosceptiques) pour apporter des « clarifications » sur plus de 500.000 euros de dépenses de fonctionnement et ainsi démontrer qu'il n'avait pas commis d'irrégularités. Des réserves ont été exprimées par le cabinet d'audit qui a examiné les comptes du groupe ; il s'agit d'un dossier différent de celui des assistants parlementaires.

Coordination face aux migrants. Les ministres de l'Intérieur italien, français et allemand ont discuté d'une « *approche coordonnée* », alors que l'Italie a appelé les Européens à ouvrir leurs ports aux bateaux secourant les migrants pour alléger le fardeau qui pèse sur Rome.

L'Autriche prête à déployer l'armée à sa frontière avec l'Italie. Selon le ministre de la Défense, 750 soldats et 4 véhicules blindés sont prêts à être déployés dans la région frontalière. L'Autriche a rétabli les contrôles à sa frontière avec la Hongrie en 2015 et s'est dit prête à ériger des barrières à sa frontière avec l'Italie.

MERKEL vise le plein-emploi d'ici 2025. Trois mois avant les élections législatives, la chancelière allemande fait figurer cette promesse dans son programme électoral : « *Nous pensons être en mesure d'accomplir cela* », a déclaré la chancelière, qui brigue un quatrième mandat de quatre ans.

L'Allemagne devient le 14^e pays d'Europe à légaliser le mariage pour tous. Après l'abandon par Angela MERKEL de son opposition de principe sous pression de l'opinion, les députés ont adopté l'ouverture du mariage aux couples homosexuels, après seulement 38 minutes de débats.

MOSCOVICI dans les starting blocks. Jean-Claude JUNCKER arrive à la moitié de son mandat. Le président de la Commission européenne a toujours assuré qu'il n'en briguerait pas un second. Le commissaire français, Jean-Claude MOSCOVICI, assure avoir « *l'expérience nécessaire* » pour le poste.

Le Parlement européen « ridicule » pour M. JUNCKER. Le Président de la Commission européenne n'était pas content : seuls une trentaine de parlementaires européens étaient présents en séance pour le bilan de la présidence maltaise. Si le Président maltais « *était Mme MERKEL on M. MACRON, la salle serait comble* » s'est-t-il insurgé.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Emmanuel MACRON devant le Congrès : « l'esprit de conquête ». « *Le Président de la République doit fixer le sens du quinquennat et c'est ce que je suis venu faire devant vous. Il revient au Premier ministre, qui dirige l'action du gouvernement, de lui donner corps* » a expliqué Emmanuel MACRON en réponse aux critiques qui s'étaient élevées à propos de la convocation du Congrès la veille de la déclaration de politique générale du gouvernement. Appelant une « *transformation résolue et profonde* », le chef de l'État s'est beaucoup exprimé sur les questions institutionnelles.

- Parlement : instauration d'une « *dose de proportionnelle* » et réduction d'un tiers du nombre de parlementaires, qui auraient néanmoins « *plus de moyens* » ; Antiparlementarisme ? Le Président de la République s'en défend et justifie sa ligne : un « *Parlement qui travaille mieux* ». Il souhaite ainsi insuffler une « *logique d'efficacité* », réduire la « *prolifération législative* », « *simplifier la navette parlementaire* ». Emmanuel MACRON envisage même un vote des lois en commission « *dans certains cas* » ; il souhaite également une évaluation complète de tous les textes importants pour « *évaluer l'utilité des lois les plus anciennes* » ;

- Conseil économique, social et environnemental : réduction du nombre de membre et refonte de cette assemblée « *de fond en comble* » pour lui permettre d'être la « *Chambre du futur, où circuleront toutes les forces vives de la Nation* ». Le droit de pétition qui y existe sera renouvelé.

- autres ambitions évoquées : achever la séparation de l'exécutif et du judiciaire, garantir l'indépendance de la justice, organiser 2 fois par an une conférence des territoires pour relancer la déconcentration, la levée de l'état d'urgence et le rétablissement de la confiance dans la vie publique... Emmanuel MACRON a enfin longuement défendu la construction européenne.

Réactions. À la sortie du Congrès, alors que les députés LREM assurent maintenant que « *l'heure est à l'action* » (Richard FERRAND), les dirigeants de l'opposition se sont exprimés pour dénoncer le manque de mesures concrètes. « *Il est venu pour ne rien dire* » selon Marine LE PEN, tandis que le président du groupe socialiste Olivier FAURE s'inquiète d'une politique « *et de droite et de gauche* » qui ne serait finalement qu'une « *politique sans choix* ». Pour les parlementaires LR Julien AUBERT et Damien ABAD, c'était un discours « *creux* » et « *inutile* » destiné uniquement à « *sculpter la stature présidentielle* » d'Emmanuel MACRON.

Ceux qui n'ont pas fait le déplacement. Certains élus de l'opposition ont boycotté le Congrès, comme Jean-Luc MÉLENCHON et les députés de la FI, qui ont organisé un rassemblement Place de la République, ou encore les parlementaires communistes qui ont manifesté à Versailles.

La grande confiance d'Édouard PHILIPPE. À l'Assemblée nationale, un large score pour le Premier ministre et son gouvernement : 370 voix pour, 129 abstentions et 62 contre. Certains députés LR, UDI et socialistes ont voté en faveur du programme gouvernemental, même si la plupart se sont abstenus. Il n'en reste pas moins que le résultat d'Édouard PHILIPPE dépasse celui de Bernard CAZENEUVE en 2016 (305 voix contre 239), ou de Manuel VALLS en 2014 (306 pour ; 239 contre), mais aussi de François FILLON en 2010 (326 pour, 226 contre), ou de Dominique de VILLEPIN en 2005 (363 voix pour, 178 contre). Toutefois, il ne rivalise pas avec Jean-Pierre RAFFARIN en 2002 (374 pour, 173 contre) et n'égale pas non plus le record de son mentor, Alain JUPPÉ. En 1996, celui-ci avait engagé la responsabilité de son gouvernement et obtenu 464 voix pour (100 contre).

Le discours de la méthode. Prononcé devant l'Assemblée nationale puis le lendemain au Sénat. Après avoir cité Simone VEIL pour sa « *confiance dans le progrès* », et salué ses prédécesseurs à Matignon, M. PHILIPPE a dévoilé les grandes lignes d'action du gouvernement. Au programme :

- stabilité budgétaire, contrôle des dépenses publiques et réduction du déficit.

- la santé a été largement abordée : augmentation progressive du prix du paquet de cigarettes à 10 euros et 8 nouveaux vaccins obligatoires pour la petite enfance.

- fiscalité : le Premier ministre a confirmé la suppression des charges salariales dès 2018, l'augmentation de la CSG, la revalorisation de l'Allocation Adulte Handicapé et du minimum vieillesse.

- éducation : réforme du baccalauréat sera mise en place « *à partir du bac 2021* » ;

- **justice** : une loi de programmation permettra « *d'engager un vaste mouvement de dématérialisation, de simplification et de réorganisation* », tandis que 15.000 places de prison devraient être construites sur la durée du quinquennat.

- **écologie** : diverses mesures importantes ont été annoncées, notamment un grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros pour la transition écologique, la santé, les transports, l'agriculture et la modernisation de l'État, confié à l'économiste Jean PISANI-FERRY.

Les mesures reportées : la suppression de la taxe d'habitation, la transformation du CICE en baisse de charges ainsi que la réforme de l'ISF (qui prévoit une réorientation de cet impôt sur le patrimoine) sont reportées mais seront mises en œuvre avant la fin du quinquennat.

Plan climat. Nicolas HULOT, le ministre de la transition écologique, a présenté la stratégie de la France pour limiter ses émissions de gaz à effet de serre et traduire en actes la volonté d'Emmanuel MACRON de défendre l'accord de Paris. [Six grands thèmes et 23 axes](#) pour ce plan qui sera « *structuré sur les cinq ans à venir* ».

Pas de dogme. Le gouvernement envisage des non-remplacements parmi les 570.000 fonctionnaires partant à la retraite pendant le quinquennat afin de contenir la masse salariale publique, sans toutefois fixer de ratio préétabli, selon les déclarations du porte-parole du gouvernement, Christophe CASTANER. « *On est dans une réorganisation en profondeur de notre administration dans ses objectifs et sa façon de travailler* », explique le ministre, en citant l'exemple de La Poste, qui a diversifié son activité face à la baisse du courrier postal. Recours au privé ? « *Si on a des solutions plus rapides, plus fiables, moins chères pour les contribuables, qui relèvent du privé, n'ayons pas de dogme* ».

HAMON veut « refaire la gauche ». Le candidat malheureux aux élections présidentielle et législatives a rassemblé ses soutiens. Aux côtés notamment des écologistes Cécile DUFLOT et Yannick JADOT, Benoit HAMON a annoncé quitter le Parti Socialiste et lancer son « *mouvement du 1^{er} Juillet* », appellation provisoire d'un mouvement transpartisan qui veut parler à « *tous ceux qui se reconnaissent dans une gauche nouvelle, citoyenne, intellectuelle, sociale, écologiste et européenne* ».

Les Républicains lancent la « refondation ». Premier « *atelier* » en présence de Madani CHEURFA (secrétaire général du CEVIPOF) et de Jean-Daniel LÉVY (Harris Interactive). Pour Bernard ACCOYER, il s'agit d'établir le « *diagnostic* » des défaites à la présidentielle et aux législatives. Les conclusions de ces ateliers, qui veulent « *redonner la parole à la base* » via des espaces de proposition en ligne et des formulaires, et dont deux se tiendront en province, doivent servir de socle au nouveau président du parti, qui devrait être élu à la fin de l'année.

RETAILLEAU veut attendre. Le président du groupe parlementaire LR au Sénat est « *partisan de repousser l'élection prévue pour la fin de l'année* », car il sait « *parfaitement que si on part tout de suite sur la querelle des ego, ce sera encore une fois des plaies qui vont se rouvrir sur des plaies non refermées* ». L'élection du nouveau président du parti Les Républicains est prévue lors du congrès, en décembre. Pour l'heure, seul Laurent WAUQUIEZ semble être candidat.

NKM réunit les Constructifs au Conseil de Paris. La dirigeante du groupe de l'opposition, défaite aux législatives, a annoncé la création avec 5 autres élus de droite d'un nouveau groupe, les « *Parisiens Progressifs et Constructifs* », qui sera présidé par Marie-Laure HAREL, ancienne porte parole de NKM lors de la primaire de droite. C'est la maire du V^e arrondissement, Florence BERTHOUT, qui a été élue à la présidence du groupe Les Républicains.

Avenir du FN. Un questionnaire sera rédigé après le séminaire sur la « *refondation* » du parti des 21 et 22 juillet, puis envoyé « *courant du mois de septembre à nos adhérents* » afin de servir de « *base* » à la refondation du Front national. Congrès en mars 2018. Annonce de Marine LE PEN, présidente du parti, pour qui « *il y a beaucoup de choses à changer* ». La marque « *Front national* » est-elle usée ? Elle « *ne permet pas de réunir au-delà d'elle-même* ».

PARLEMENT

Assemblée nationale

Combien ? Le député (LR) Julien AUBERT, a interrogé le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno LE MAIRE, sur le coût exact de la convocation du Parlement en Congrès à Versailles et « *l'influence du recours fréquent à cette pratique sur la gestion des dépenses publiques par le gouvernement* », alors que « *selon plusieurs organes de presse* », le montant total « *comprenant notamment les dépenses de transport des parlementaires, la location et l'aménagement de la salle des séances du château de Versailles et la retransmission de la séance* », « *est estimé entre 200.000 et 600.000 euros* ».

Sénat

Centre : un ancien nom pour une nouvelle situation. Le groupe UDI-UC au Sénat redevient le groupe de l'Union centriste, selon son président François ZOCCHETTO. « *Il s'agit d'une dénomination qui trouve sa source dans l'histoire du groupe mais qui correspond à une nouvelle situation politique puisque le groupe soutient le président de la République* ». « *Il y a un a priori positif pour l'action du gouvernement, pour autant le groupe restera vigilant et indépendant* », prévient le sénateur de la Mayenne. Aucun membre des centristes n'a rejoint le nouveau groupe LREM. Le groupe centriste compte 43 membres. Le groupe LR 127, le groupe Communiste, républicain et citoyen 18, et le groupe RDSE, 16.

SANTÉ, SOCIÉTÉ ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Galileo, l'épidémie mystérieuse continue à se propager dans les horloges atomiques. Une vingtaine d'horloges seraient touchées. Les horloges atomiques sont des éléments « *très importants* » pour le bon fonctionnement du système de navigation par satellite...

Terroristes arrêtés en France et en Belgique. Quatre personnes ont été arrêtées à Bruxelles et une autre à Wattignies dans le cadre d'une opération antiterroriste conjointe des autorités françaises et belges. Selon une source judiciaire française, ces personnes « *projetaient une action violente* » et leur arrestation est le résultat d'« *un travail de renseignement et de surveillance* ».

GPA : reconnaissance légale. La Cour de cassation a ouvert la voie à la reconnaissance légale de deux parents en France pour les enfants nés d'une gestation pour autrui à l'étranger, reconnaissance qui devra passer par l'adoption. La Cour de cassation avait été saisie par plusieurs familles.

78,6% de réussite au bac 2017... avant la session de rattrapage. Ce taux est en léger repli (-1 point) par rapport à l'an dernier. Cette année, 96.500 candidats ayant une moyenne comprise entre 8 et 10 pourront passer les oraux. Les résultats définitifs seront connus ce lundi.

CARNET ET NOMINATION

Simone VEIL au Panthéon. Rescapée de la Shoah, ancienne ministre de la Santé ayant défendu la légalisation de l'avortement, première présidente du Parlement Européen élu au suffrage universel et Immortelle, Simone VEIL est décédée. Lors d'une cérémonie d'hommage aux Invalides en présence de nombreuses personnalités, le Président de la République a annoncé que Simone VEIL reposerait au Panthéon « *aux côtés de son mari* », Antoine VEIL, conformément aux vœux de la famille qui ne souhaitait pas qu'ils soient séparés. Cette figure de la dignité et de la détermination a reçu l'hommage très émouvant de ses enfants, qui ont livré, avec pudeur, des témoignages d'amour et d'admiration de celle qui fût longtemps la personnalité politique préférée des Français.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA et Antoine POIRIER. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire: + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr